



Les massacres à l'hôpital de Gaza soulignent la nécessité d'un cessez-le-feu et d'une responsabilisation

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 18 octobre 2023

Communiqué du CJPMO

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Montréal, le 18 octobre 2023 — Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) condamne avec la plus grande fermeté l'horrible attaque d'hier contre un hôpital de Gaza et réitère son appel au Canada pour qu'il exige un cessez-le-feu immédiat et la fin des bombardements, de l'occupation et du siège d'Israël. Al Jazeera [rapporte](#) qu'une frappe aérienne israélienne a eu lieu la nuit dernière sur l'hôpital anglican Al-Ahli Arab Hospital dans la ville de Gaza, qui abritait des centaines de personnes cherchant refuge, tuant environ 500 personnes. CJPMO demande en outre au Canada d'exiger une enquête internationale et indépendante capable de tenir les auteurs responsables de leurs actes.

« Le refus du Canada d'exiger la fin des bombardements israéliens sur Gaza a encouragé les attaques aveugles contre les civils », a déclaré Thomas Woodley, président de CJPMO. « Trudeau doit insister sur un cessez-le-feu immédiat avant qu'un autre hôpital ne soit pris pour cible », a ajouté M. Woodley.

Bien qu'Israël ait [nié](#) sa responsabilité dans l'attaque, CJPMO souligne que les politiciens et les journalistes doivent traiter ces affirmations avec une extrême prudence et ne pas les laisser éclipser les déclarations des témoins oculaires ou les enquêtes indépendantes. CJPMO note qu'Israël a l'habitude de nier sa responsabilité dans de tels incidents en fournissant souvent des preuves à décharge qui sont ensuite discréditées. L'année dernière encore, Israël a d'abord nié sa responsabilité dans l'assassinat de la journaliste Shireen Abu Akleh, publiant des « preuves » vidéo, qui ont été immédiatement [démenties](#), avant [d'admettre](#) quelques mois plus tard qu'un soldat israélien était très probablement responsable. À Gaza, Israël a imputé au Jihad islamique palestinien la responsabilité d'une attaque qui a tué cinq enfants palestiniens avant de reconnaître sa [faute](#) quelques semaines plus tard.

Immédiatement après la dernière frappe sur l'hôpital de Gaza, le porte-parole israélien de la « guerre numérique », Hananya Naftali, a [affirmé](#) sur Twitter qu'Israël avait « frappé une base terroriste du Hamas à l'intérieur d'un hôpital à Gaza », tuant un « grand nombre de terroristes », mais il a ensuite supprimé ce message. Les responsables israéliens ont fait un certain nombre d'affirmations [fausses et contradictoires](#) au sujet de cette attaque, notamment en publiant des vidéos sur Twitter qui ont ensuite été [supprimées](#).

Le samedi 14 octobre, quelques jours avant les massacres, le [même hôpital](#) avait été touché par une frappe israélienne qui avait endommagé la salle d'échographie et de

mammographie et blessé quatre travailleurs de la santé. Au cours des trois jours suivants, l'hôpital a reçu plusieurs [avertissements](#) par téléphone ordonnant au personnel d'évacuer les lieux. [Vingt-deux hôpitaux](#) du nord de la bande de Gaza ont reçu l'ordre israélien d'évacuer, un ordre que l'Organisation mondiale de la santé a [qualifié](#) de « condamnation à mort » pour les patients. Le personnel hospitalier et les médecins du Croissant-Rouge palestinien [ont refusé](#) de laisser leurs patients derrière eux. Avant-hier, plus de 12 professionnels de la santé avaient déjà été [tués](#) lors d'attaques israéliennes contre des hôpitaux et des ambulances. Le siège israélien a conduit le système de santé de Gaza au bord de l'effondrement, transformant les hôpitaux en [morgues](#). Les médecins ont été contraints de pratiquer des opérations chirurgicales [sans analgésiques](#) et de boire dans des [poches de solution intraveineuse](#). Dans ce contexte d'actions israéliennes visant l'ensemble de la population civile de Gaza, les commentaires des responsables israéliens peuvent être assimilés à des déclarations d'[intention génocidaire](#).

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec :
Michael Bueckert, VP CJPMO
Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient
Téléphone: 613-315-7947
[Courriel CJPMO](#) - [Site Web CJPMO](#)

La source originale de cet article est Communiqué du CJPMO
Copyright © [CJPMO](#), Communiqué du CJPMO, 2023

Articles Par : [CJPMO](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca